

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 101

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 290 su:
La ricostruzione del Kosovo e la
ripresa economica dell'Europa Sud-Orientale *

Annunziata il 23 dicembre 1999

L'ASSEMBLÉE,

1. Reconnaissant que l'intervention de l'OTAN au Kosovo était devenue nécessaire pour tenter d'enrayer l'épuration ethnique planifiée contre la majorité de sa population, ainsi que la violence et les guerres qui pèsent sur les Balkans depuis une dizaine d'années;

2. Reconnaissant que le poids de ce conflit et la longue crise des Balkans relèvent largement de la responsabilité du président serbe Milosevic;

3. Appréciant le soutien et la coopération que les pays de l'Europe du Sud-Est —

membres du Conseil de Partenariat euro-atlantique — ont apportés aux forces de l'OTAN, aux organisations humanitaires internationales, aux organisations non gouvernementales et autres organisations au cours de la crise du Kosovo;

4. Soulignant le rôle central de la Mission intérimaire des Nations unies pour l'administration du Kosovo (MINUK) pour initier et coordonner les efforts de la communauté internationale en vue de la reconstruction institutionnelle et économique de la province;

* Présentée par la Commission économique.

5. Applaudissant les troupes de la KFOR et le équipes des organisations internationales, des organisations humanitaires nationales et des ONG qui oeuvrent, sur le terrain au Kosovo, à l'instauration d'un climat plus stable dans cette province déchirée par la guerre et à y poser les fondations d'un futur développement économique et démocratique;

6. Notant qu'une stabilité régionale et qu'un redressement véritables dépendant, en partie, du départ du président Milosevic et de l'émergence d'un leadership démocratique dans la République fédérale de Yougoslavie, impatient de se débarrasser d'un nationalisme meurtrier et d'adopter des normes communes au reste de l'Europe; et dès lors;

7. Acceptant la large distinction faite par les gouvernements occidentaux entre l'aide humanitaire et l'aide économique en ce qui concerne la République fédérale de Yougoslavie;

8. Convaincue que la région des Balkans se trouve aujourd'hui à un carrefour historique où soit elle se tournera vers le reste de l'Europe et l'Europe vers elle, soit elle retournera aux affres de la pauvreté et de l'instabilité qui la minent depuis dix ans avec tout ce que cela peut entraîner comme risques sérieux pour la sécurité de l'ensemble de l'Europe;

9. Préoccupée par les nouvelles émanant de Bosnie-Herzégovine, selon lesquelles certaines autorités auraient détourné de l'aide et des fonds publics; et

10. Vivement préoccupée de ce que la lenteur avec laquelle l'économie se transforme et disparaissent des institutions dépassées comme les bureaux de paiement empêche l'économie de la Bosnie-Herzégovine de parvenir à une croissance autonome;

11. Regrettant la poursuite de la violence ethnique et des crimes au Kosovo et notant que, aussi longtemps que cette vio-

lence persistera, le développement économique ne pourra se faire dans cette province;

12. Se réjouissant de l'approche stratégique large envers les pays des Balkans formulée récemment par l'Union européenne dans les projets d'Accords de stabilité et d'association qui promettent un encadrement des relations en termes d'amélioration de la coordination économique européenne et d'élargissement possible; mais

13. Déplorant les innombrables obstacles auxquels la région doit actuellement faire face dans ses échanges commerciaux avec l'Europe occidentale, depuis les produits industriels jusqu'aux marchandises agricoles;

14. Consciente de l'apport substantiel que l'absence d'entraves à la navigabilité du Danube, axe commercial important pour la région, pourrait constituer pour la stabilisation et l'intégration de l'Europe du Sud-Est;

15. Reconnaissant le problème que rencontrent les pays de la région dans les domaines du commerce et des transports — problème dont la complexité a même été encore aggravée par les longues files de camions à la frontière du Kosovo;

16. Invite Instamment les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a) à se préparer à un engagement à long terme dans cette région, d'ordre politique, économique ainsi qu'en matière de sécurité;

b) à participer au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et à contribuer activement aux efforts déployés pour en atteindre les objectifs;

c) à affecter les fonds suffisants pour aider à mettre sur pied l'infrastructure, les institutions et l'environnement juridique requis pour promouvoir un niveau de dé-

veloppement plus élevé, constatant que les Etats-Unis ont assumé une part disproportionnée des coûts de l'opération militaire aérienne menée en République fédérale de Yougoslavie et que les nations européennes devront effectivement accepter de prendre à leur charge une part plus importante des coûts de reconstruction;

d) à trouver des moyens créatifs pour établir des liens avec le peuple de Serbie — les éléments démocratiques existant au sein de cette société en particulier — en l'aidant à répondre aux besoins humains fondamentaux, mais de façon que cela ne se fasse pas au bénéfice du régime actuel;

e) à oeuvrer avec les ONG en Serbie pour atteindre cet objectif et canaliser l'aide vers les forces dédiées à la construction de la démocratie dans ce pays;

f) à encourager le nettoyage des débris dans le Danube à Novi Sad afin d'empêcher le gel du fleuve cet hiver ce qui, selon certains responsables hongrois, pourrait entraîner des inondations dans le sud de la Hongrie et en Vojvodine;

g) à s'assurer que les institutions concernées sont prêtes à apporter l'aide humanitaire au peuple serbe avec suffisamment de souplesse pour pouvoir fournir l'assistance essentielle qui sauvera les vies humaines, sans secourir pour autant le régime actuel;

h) à s'assurer de la bonne coordination ainsi que du respect des priorités de l'aide financière et de son appui économique en faveur de toute la région, étant entendu que la mise en oeuvre rapide de tels plans dépend de la fin du régime de Milosevic et de la restauration de la démocratie en Serbie;

l) à continuer d'aider et de soutenir le Kosovo et les pays voisins afin de maintenir la stabilité, de faire avancer le processus de démocratisation, d'atténuer les conséquences économiques de la crise durable, et d'encourager l'implication des pays de la région dans les projets de reconstruction du Kosovo et de l'ensemble de la région;

17. Invite instamment l'Union européenne à prendre le plus rapidement possible des mesures en vue de l'ouverture des marchés dans cette région et d'accorder une priorité à la conclusion d'Accords de stabilité et d'association;

18. Invite instamment la KFOR et l'administration du Kosovo à prendre des mesures afin d'atténuer l'ensemble des problèmes qui se posent à la frontière et qui font obstacle aux échanges commerciaux;

19. Invite instamment les gouvernements de la région:

a) à contribuer activement à la mise en oeuvre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et à créer à cet effet des mécanismes de coopération régionale;

b) à soutenir les efforts déployés par les pays de la région en vue de créer des zones de libre-échange, de lever les obstacles à libre concurrence et d'encourager la coopération économique mutuelle;

c) à considérer la corruption comme une menace majeure au développement économique et prendre les mesures qui s'imposent pour combattre avec l'appui des gouvernements occidentaux ce problème pernicieux.

Risoluzione n. 290 su:
La ricostruzione del Kossovo e la
ripresa economica dell'Europa Sud-Orientale *

THE ASSEMBLY,

1. Acknowledging that NATO's intervention in Kosovo became necessary to try to stop the planned ethnic cleansing of the majority of its population, as well as the violence and wars that have plagued the Balkans over the last decade;

2. Recognizing that the burden of this conflict and the longstanding crisis in the Balkans lies squarely on the shoulders of Serbian President Milosevic;

3. Appreciating the support and cooperation which the countries of South-Eastern Europe – members of the Euro-Atlantic Partnership Council – have provided to the NATO forces, international humanitarian organisations, non-governmental organisations and other organisations in the course of the Kosovo crisis;

4. Stressing the central role of the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo (UNMIK) in initiating and co-ordinating the efforts of the international community with a view to the institutional and economic reconstruction of the province;

5. Applauding KFOR, troops, and the staffs of international organisations, national aid organisations, and NGO's on the

ground in Kosovo who are working to create a more stable climate in that war-torn province and lay the foundations for future economic and democratic development;

6. Noting that a genuine regional stability and recovery hinge, in part, on President Milosevic's removal from office and the emergence of a democratic leadership in the Federal Republic of Yugoslavia keen to move away from a murderous nationalism, and towards common standards with the rest of Europe; and thus

7. Accepting the broad distinction that Western governments have made between humanitarian and economic assistance with regard to the Federal Republic of Yugoslavia;

8. Convinced that the Balkan region now stands at an historical juncture in which it will either move toward the rest of Europe and Europe towards it, or will return to the cycles of poverty and instability that have plagued it over the last decade with the potential to cause serious security problems for the whole of Europe;

* Presented by the Economic Committee.

9. Concerned about new reports from Bosnia and Herzegovina that some authorities there have misappropriated aid and public funds; and

10. Deeply concerned that the slow pace of economic reform and elimination of outmoded institutions such as the payment bureaux have hindered Bosnia and Herzegovina's economy in becoming self-sustaining;

11. Deploring the continued ethnic violence and crime in Kosovo, and noting that as long as this violence persists economic development will elude that province;

12. Applauding the European Union's recently formulated broad strategic approach to the Balkan countries enshrined in the proposed Stability and Association Agreements which promise to frame the relationship in terms of improved European economic co-ordination and possible enlargement; yet

13. Deploring the numerous barriers this region currently faces in trading with Western Europe in everything from industrial to agricultural goods;

14. Acknowledging the significant contribution that full operation of the Danube, an important commercial thoroughfare for the region, could bring to stabilising and integrating South-Eastern Europe;

15. Acknowledging the problem the countries in the region are facing in trade and transport, which has been rendered even more complex by the long lines of trucks at the Kosovo border;

16. Urges member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a) to prepare for a long-term commitment which is political and economic as well as in security terms to this region;

b) to participate in the Stability Pact for South-Eastern Europe and to contribute actively to the fulfilment of its objectives;

c) to appropriate sufficient funding to help build the infrastructure, institutions and legal environment needed to advance a higher level of development, recognising that the United States bore a disproportionate share of the costs for the military air operation in the Federal Republic of Yugoslavia and that European nations will in fact accept the larger share of the costs for reconstruction;

d) to find creative ways to engage the people of Serbia, particularly the democratic elements within that society, by helping them meet basic human requirements yet doing so in ways which do not benefit the current regime;

e) to work with NGOs based in Serbia to achieve this end and to channel aid to those forces dedicated to building democracy in that country;

f) to encourage the clearing of the debris from the Danube in Novi Sad in order to prevent the river freezing this winter which, according to some Hungarian officials, could result in flooding in southern Hungary and Vojvodina;

g) to ensure that the relevant institutions are prepared to provide humanitarian aid to the Serbian people in a flexible manner, so that essential life-saving assistance can be ensured whilst giving no succour to the current regime;

h) to ensure that investment aid and economic support to the whole region are properly co-ordinated and prioritised, and can be implemented promptly upon the ending of the Milosevic regime and the restoration of democracy in Serbia;

i) to continue with their assistance and support for Kosovo and neighbouring countries in order to maintain stability and the process of democratisation, as well as

to alleviate the economic consequences of the long-lasting crisis, and to encourage the involvement of the countries in the region in the reconstruction projects for Kosovo and the region as a whole;

17. URGES the European Union to move as quickly as possible to open markets to this region and make the completion of the Stability and Association Agreements a priority;

18. URGES KFOR and the administration in Kosovo to take measures to alleviate border problems which restrict trade;

19. URGES the governments of the region:

a) to contribute fully to the work of the Stability Pact for South-Eastern Europe and thereby establish mechanisms of regional co-operation;

b) to support efforts by the countries in the region to create free trade zones, eliminate barriers to free markets and to encourage mutual economic co-operation;

c) to consider corruption a major threat to economic development and to take appropriate measures with the support of Western governments to fight this pernicious problem.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 290 su:
La ricostruzione del Kosovo e la
ripresa economica dell'Europa Sud-Orientale *

L'ASSEMBLEA,

1. Riconoscendo che l'intervento della NATO in Kosovo era divenuto necessario per cercare di arginare la pulizia etnica pianificata contro la maggioranza della popolazione, nonché la violenza e le guerre che gravano sui Balcani da una decina di anni;

2. Convenendo che il peso di tale conflitto e la lunga crisi dei Balcani dipendono ampiamente dalla responsabilità del presidente serbo Milosevic;

3. Apprezzando il sostegno e la cooperazione che i paesi dell'Europa sud-orientale — membri del Consiglio del Partenariato euro-atlantico — hanno fornito alle forze NATO, alle organizzazioni umanitarie internazionali, alle organizzazioni non governative e ad altre organizzazioni durante la crisi del Kosovo;

4. Sottolineando il ruolo centrale della Missione Amministrativa temporanea dell'ONU in Kosovo (UNMIK) nell'intraprendere e coordinare gli sforzi della comunità internazionale, in vista della ricostruzione istituzionale ed economica della provincia;

5. Lodando le truppe della KFOR e il personale delle organizzazioni internazio-

nali, delle organizzazioni umanitarie nazionali e delle ONG che lavorano, in Kosovo, per l'instaurazione di un clima più stabile in questa provincia sconvolta dalla guerra e per gettare le basi per un futuro sviluppo economico e democratico;

6. Notando che una stabilità regionale e una ripresa reali dipendono, in parte, dall'allontanamento del presidente Milosevic e dall'instaurazione di una *leadership* democratica nell'ex Repubblica di Jugoslavia, impaziente di liberarsi di un nazionalismo criminale e di adottare delle norme comuni al resto dell'Europa; e quindi

7. Accettando la grossa distinzione operata dai governi occidentali tra l'aiuto umanitario e l'aiuto economico per quanto riguarda la Repubblica Federale di Jugoslavia;

8. Convinta che la regione dei Balcani si trova oggi ad un crocevia storico dal quale o potrà andare incontro al resto dell'Europa e l'Europa incontro a lei, oppure ritornerà nel baratro della povertà e dell'instabilità che la minano da oltre dieci anni, con tutto quello che comporta in termini di gravi rischi per la sicurezza di tutta l'Europa;

* Presentata dalla Commissione Economica.

9. Preoccupata dalle notizie provenienti dalla Bosnia-Erzegovina, secondo le quali alcune autorità si sarebbero indebitamente appropriate degli aiuti e di fondi pubblici;

10. Seriamente preoccupata dal fatto che la lentezza delle riforme economiche e dell'eliminazione di istituzioni obsolete, quali l'Ufficio di Pagamento (*Payment bureaux*), hanno impedito all'economia della Bosnia-Erzegovina di giungere ad un certo grado di aiuto-sostentamento;

11. Rammaricandosi del proseguimento della violenza etnica e dei crimini in Kosovo e notando che, finché perdurerà la violenza, lo sviluppo economico non potrà realizzarsi nella provincia;

12. Rallegrandosi dell'approccio strategico di ampia portata nei confronti dei paesi balcanici recentemente formulato dall'Unione Europea nei progetti di Accordi di stabilità e di associazione, che promettono un inquadramento delle relazioni in termini di miglioramento del coordinamento economico europeo e di un possibile ampliamento;

13. Deplorando gli innumerevoli ostacoli con i quali la regione deve attualmente confrontarsi negli scambi commerciali con l'Europa occidentale, dalle merci industriali fino ai prodotti agricoli;

14. Riconoscendo il significativo contributo che il pieno funzionamento del Danubio, importante corso d'acqua per i commerci della regione, potrebbe portare alla stabilizzazione e integrazione dell'Europa sud-orientale;

15. Riconoscendo i problemi che i paesi della regione affrontato nel settore del commercio e dei trasporti, resi ancora complessi dalle lunghe file di autocarri ai confini del Kosovo;

16. Invita i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza Atlantica:

a) a prepararsi ad un impegno a lungo termine di natura politica ed economica, oltre che di sicurezza, in questa regione;

b) a partecipare al Patto di Stabilità per l'Europa sud-orientale e a contribuire attivamente al raggiungimento dei suoi obiettivi;

c) a stanziare fondi sufficienti per contribuire alla creazione delle infrastrutture, delle istituzioni e del quadro giuridico richiesti per promuovere un livello di sviluppo più elevato, consapevoli che gli Stati Uniti si sono fatti carico di una quota eccessiva dei costi delle operazioni aeree militari nella Repubblica Federale di Jugoslavia e che le nazioni europee accetteranno di fatto una quota più elevata dei costi della ricostruzione;

d) a trovare mezzi creativi per coinvolgere la popolazione serba, ed in particolare i suoi elementi democratici, aiutandola a rispondere ai bisogni umanitari fondamentali, ma in modo da non andare a vantaggio del regime attuale;

e) a lavorare con le ONG in Serbia per raggiungere questo obiettivo e canalizzare gli aiuti verso forze dedite alla costruzione della democrazia di questo paese;

f) ad incoraggiare lo sgombero dei rifiuti dal Danubio a Novi Sad per impedire questo inverno il congelamento del fiume, il che, secondo alcuni responsabili ungheresi, potrebbe causare delle inondazioni nel sud dell'Ungheria e in Voivodina;

g) ad assicurare che le istituzioni coinvolte siano pronte a fornire aiuti umanitari al popolo serbo con sufficiente elasticità, in modo da poter fornire quell'assistenza essenziale che salverà vite umane, senza però soccorrere il regime attuale;

h) ad assicurare il buon coordinamento nonché il rispetto delle priorità degli aiuti finanziari e il sostegno economico in favore di tutta la regione, restando inteso che l'attuazione rapida di tali piani dipende dalla fine del regime di Milosevic e dal ristabilimento della democrazia in Serbia;

i) a continuare la fornitura di assistenza e di supporto al Kosovo e ai paesi limitrofi, allo scopo di mantenerne la stabilità e il processo di democratizzazione, oltre che per alleviare le conseguenze economiche della lunga crisi ed incoraggiare la partecipazione dei paesi della regione ai progetti di ricostruzione del Kosovo e dell'intera area.

17. Invita l'Unione europea a prendere il più rapidamente possibile delle misure in vista dell'apertura dei mercati in questa regione e ad accordare priorità alla conclusione di Accordi di stabilità e di associazione;

18. Invita la KFOR e l'Amministrazione del Kosovo ad adottare provvedimenti per

eliminare i problemi alle frontiere, che comportano restrizioni agli scambi commerciali;

19. Invita i governi della regione:

a) a contribuire pienamente alla riuscita del Patto di Stabilità per l'Europa sud-orientale creando così meccanismi di cooperazione regionale;

b) a sostenere gli sforzi dei paesi della regione per creare aree di libero scambio, eliminare le barriere al libero mercato e incoraggiare la reciproca cooperazione economica;

c) a considerare la corruzione una grave minaccia allo sviluppo economico e a prendere le misure necessarie per combattere, con l'appoggio dei governi occidentali, questo problema pernicioso.